



La

Cigogne



N°10 2020

## Cher Papa Noël

Cette année j'ai été très sage. Au travail, j'ai bien écouté mon chef et j'ai supprimé tous les postes comme il me le demandait. En plus, j'ai même été plus loin en me portant volontaire pour toutes les expérimentations, comme le paiement chez les buralistes avant tout le monde. C'était quand même difficile, car les agents se plaignent toujours quand je propose quelque chose (comme supprimer leur Trésorerie par exemple).

Comme cadeaux dans mes petits souliers, je voudrais :

– des meccano en forme de Bercy (avec

l'hélicoptère de Macron),

- une poupée vaudou de Philippe Martinez,
- des playmobils (pour s'entraîner à manipuler des gens qui n'opposent pas de résistance),
- une belle prime de Noël,
- le livre illustré Capitalisme et servitude de Milton Hayek,
- une promotion pour mon chouchou.

Merci Papa Noël, j'espère qu'il va neiger cette année !

Françoise



# Diaspora pour les agents des SIE

Nul « complotisme » mais une fois de plus nous constatons que la gestion du personnel par la DRFiP67 se résume à une rétention totale d'informations que ne peuvent plus masquer leurs dénégations.

Nous vous en parlions dans notre précédent numéro : le Service des Impôts des Entreprises (SIE) de Strasbourg va devoir donner de sa personne ses agents pour alimenter un nouveau service de fiscalité des professionnels à Forbach, créé dans le cadre du projet de démétropolisation des services.

Nous avons un peu plus de précisions sur le sujet. Il s'agira d'une des 11 antennes de SIE supra-départementale prévues. Nous ne savons en revanche pas quelles seront les missions exactes qui leur seront dévolues.

Un point du document de présentation publié le 15 décembre 2020 sur Ulysse national a particulièrement attiré notre attention : il est fait mention de « départements d'origine » pour remplir ces coquilles toutes neuves. Évidemment le Bas-Rhin figure parmi les heureux élus, et c'est donc avec bonheur que les agents de tous les SIE du Bas-Rhin (et pas seulement de Strasbourg !) pourront bénéficier d'une priorité pour suivre la mission à Forbach.

On en déduit donc que les emplois nécessaires au fonctionnement de ces antennes ne sont pas créés ex-nihilo : ils seront transférés des « départements d'origine » vers le département cible. Dans notre cas, le Bas-Rhin est le seul département du Grand-Est à être désigné comme département d'origine, ce qui laisse présager que le 67 sera le seul contributeur

à cette nouvelle antenne de Forbach. Bien que le DDFiP du 57 allègue que « personne ne sera forcé », la Cigogne en doute fortement, car des emplois ne sont jamais transférés sans que des agents ne le soient également.

Il est question du transfert d'une vingtaine d'emplois : les volontaires pour un changement d'affectation, faites un pas en avant ! À défaut de volontaires, certains agents seront contraints (première affectation suite à concours ou agent du SIE restructuré obligé d'effectuer une demande de mutation). Au vu des plans de notre direction, il est fort probable que les départs à la retraite ne suffisent pas à atteindre le nombre de suppressions d'emplois prévu. Attendez-vous à un jeu de chaises musicales. Le silence radio de la DRFiP 67 est de plus en plus éloquent...

Nous avons par ailleurs appris que les SIE du Bas-Rhin vont perdre d'autres missions. La délivrance de quitus fiscaux qui sera bientôt effectuée dans un Pôle national situé à Denain (59) en 2021. Une partie de la mission « TVA » sera transféré vers un Guichet National pour 2021 à Noyon (60). Nous pouvons sans peine imaginer que les agents affectés à ces missions vont également être retirés aux SIE de notre département...

La moindre des choses aurait été d'en aviser les premiers concernés, voire – soyons fous – de leur demander leur avis avant de prendre une décision. Ne pas associer les agents aux évolutions en cours ne peut qu'accroître le malaise général déjà très élevé comme le dernier CHSCT l'a encore démontré.

# Ni complotisme, ni propagande institutionnelle

À en croire des « experts » serviles ou complices dans les médias, les réformes structurelles néo-libérales, telle que celle du « Nouveau Réseau de Proximité » (NRP) dont nous anticipons avec effroi la mise en place prochaine, sont inéluctables et indispensables pour améliorer la situation. Ainsi justifie-t-on les fermetures d'hôpitaux pour améliorer l'accueil des malades et la destruction des structures locales de la DGFIP pour développer la « proximité » des services. Le reste ne serait que complotisme qui se développe auprès de masses abruties.

Contrairement aux réponses simplistes de ces experts médiatiques, la CGT ne pense pas que le développement des théories complotistes dans la population soit dû à un défaut d'instruction mais qu'il est la conséquence du discrédit de la parole institutionnelle dans la population.

Rappelez-vous qu'on nous disait :

– que les masques n'étaient pas nécessaires afin de cacher leur manque,

– qu'il fallait dégraisser les services publics, car

la dette publique était insurmontable mais cela n'a jamais empêché la distribution de cadeaux fiscaux aux plus riches (ex : 20 milliards par le CICE, suppression de l'ISF, etc....).

Les citoyens sont conscients du délitement progressif de la société

(précarité, inégalités sociales, chômage, suicides, suppressions des services publics) et ne sont plus perméables à la soupe médiatique et à la propagande institutionnelle. Comme nous, agents de la DRFiP67, ils ne veulent pas d'un surcroît de pédagogie et de novlangue pour leur expliquer qu'il n'y a pas d'alternative au bulldozer néo-libéral.

Ils cherchent donc la réponse ailleurs : si certains sont prêts à croire que la terre est plate ou que la crise Covid relève d'un complot, d'autres, comme nous à la CGT, pensent que l'origine de nos maux ne provient pas de conspirations mais d'une idéologie libérale implacable et de décisions gouvernementales qui la sous-tend.

Après le constat de méfiance envers la parole institutionnelle, quelles sont les solutions ? Notre remède est la lutte pour des droits sociaux, des libertés démocratiques et des services publics de qualité pour tous.

**Alors venez dans l'action avec la CGT !**



LA CIGOGNE VOUS SOUHAITE  
JOYEUX NOEL !!!



## Black Friday à la DGFIP

Comme chaque année, les mois de novembre et de décembre sont l'occasion pour nos directions d'annoncer les soldes. Alors que le pays traverse une crise sanitaire, économique et sociale sans précédent, la DGFIP a relancé ses projets de démantèlement accéléré.

Le service public a de l'avenir : les soldes sont en hausse de 14 % puisqu'il y aura 1 800 emplois supprimés à la DGFIP en 2021. Soit plus de 33 000 emplois supprimés depuis la création de la DGFIP ! Et la DRFiP du Bas-Rhin n'est pas en reste puisqu'elle contribue pour 2021 à hauteur de 48 emplois à ce saccage du service public.

Pour le détail des postes supprimés dans notre département, il faudra attendre le CTL emplois du 12 janvier 2021. Mais la CGT n'étant pas la courroie de transmission de la direction et complètement opposée à cette mesure, elle boycottera cette convocation.

**Pas de compromission avec les fossoyeurs du service public !**

### JE ME SYNDIQUE à la CGT Finances Publiques

Nom :  
Prénom :  
Grade :  
Indice :

Adresse administrative :

Bulletin à retourner au syndicat par l'intermédiaire du correspondant ou au secrétaire :  
Gilles STREICHER au PCRFP Strasbourg,  
10 RUE SIMONIS, 67100 Strasbourg  
Tél : 03.90.41.20.07 ou (0049) 176 7666 49 43

